

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 01/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THOUEMENT ET FILS (SA)

Lieu-dit Kerpointel
22290 Tressignaux

Références : -
Code AIOT : 0005502424

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement THOUEMENT ET FILS (SA) implanté Lieu-dit Kerpointel 22290 Tressignaux. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THOUEMENT ET FILS (SA)
- Lieu-dit Kerpointel 22290 Tressignaux
- Code AIOT : 0005502424
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant, la SA THOUEMENT et Fils, est autorisé depuis 1985 à exploiter une carrière à ciel ouvert au lieu-dit Trevenou sur la commune de Tressignaux.

Il est autorisé à exploiter également une installation de concassage, criblage de matériaux et à remblayer la carrière par des déchets inertes issus de chantiers de travaux-publics.

Un arrêté préfectoral complémentaire pris en date du 26 mars 2007 encadre les conditions d'exploitation de la carrière. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de cet arrêté.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Afin d'anticiper le renouvellement de l'exploitation de la carrière, il pourrait être opportun d'engager dès à présent l'acquisition de données sur la qualité des rejets ainsi que sur l'état du milieu récepteur.

Ces éléments permettront de disposer d'une base solide pour évaluer la compatibilité du rejet avec le milieu naturel récepteur.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Les émissions sonores	AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.7	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Amiante	AP Complémentaire du 26/01/2015, article 1	Sans objet
3	Le contrôle des retombées des poussières	AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.8	Sans objet
4	Les tirs de mine	AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.9	Sans objet
5	la surveillance de l'impact sur LE LEFF	AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.5.6	Sans objet
6	Plan de Gestion Déchets Inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 04/06/2025, il a été constaté que le contrôle acoustique confirme le respect des seuils d'émergence dans les ZER.

Toutefois, les niveaux de bruit limites imposés par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2007 ne peuvent pas être respectés du fait d'un bruit ambiant pouvant être élevé (trafic, environnement naturel). Il appartient à l'exploitant de solliciter auprès du préfet une demande de révision de ce niveau de bruit imposé par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2007.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Amiante

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2015, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Amiante
Prescription contrôlée : <p>La société SA THOUEMENT et ls, dont le siège social est situé TRESSIGNAUX au lieu-dit «Kemointel», devra faire réaliser par un géologue un plan de repérage des roches contenant des amphiboles.</p> <p>Le plan initial et la nature des analyses prévues seront soumis pour examen au BRGM afin de s'assurer qu'ils répondent à une démarche homogène avec celle conduite par cet établissement public ayant conduit, à identifier l'exploitation de la carrière de diorite à ciel ouvert au lieu-dit « Kerpointel » sur la commune de TRESSIGNAUX comme susceptible de contenir des roches amiantifères.</p> <p>Sur la base de ce plan, des prélèvements de fragments de roches pour des analyses pétrographiques seront réalisés afin d'identifier les minéraux et les éventuelles brèches qui pourraient être présentes.</p> <p>Le plan initial et la nature des analyses prévues devront être adressés au BRGM et à l'inspection des installations classées au plus tard sous un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Lors d'une visite de terrain effectuée le 28 mars 2014, le BRGM a identifié la carrière de Tressignaux comme pouvant présenter un risque potentiel de présence de fibres d'amiante. À l'issue de cette expertise, le BRGM a recommandé la réalisation d'investigations complémentaires de nature pétrographique, afin de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse.</p> <p>En réponse, un arrêté préfectoral complémentaire en date du 15 janvier 2015 a imposé à l'exploitant la mise en œuvre, par un géologue, d'un plan de repérage des roches contenant des amphiboles, une famille de minéraux dont certains (comme la trémolite ou l'actinolite) peuvent exister sous forme amiante.</p> <p>L'exploitant a donc mandaté un géologue de la société LITHOLOGIC qui est intervenu sur site les 8 et 9 octobre 2014. Dans son rapport, le géologue indique qu'aucun indice de présence d'amas ou de gerbes fibreuses typiques des minéralisations asbestiformes n'a été observé sur le site.</p> <p>Ce rapport a ensuite été analysé par le BRGM, qui a confirmé l'absence des cinq minéraux de la famille des amphiboles connus pour pouvoir se présenter sous forme amiantifère.</p> <p>Par courrier en date du 18 décembre 2015, la division Risques Chroniques de la DREAL a informé l'exploitant qu'il pouvait cesser les actions engagées visant à préciser la composition pétrographique et minéralogique des matériaux exploités sur cette carrière.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé qu'il réalise des analyses de ses granulats tous les 4 ans (analyses du 15/07/2015, du 11/06/2019, du 04/11/2022). Ces analyses permettent de s'assurer de</p>

l'absence d'amiante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Les émissions sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Les émissions sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.</p> <p>[...]</p> <p>Le fonctionnement des installations classées (extraction et traitement des matériaux) n'est autorisé qu'en période de jour , aux horaires et jours indiqués dans le dossier.</p> <p>Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé tous les 3 ans au niveau des hameaux cités ci dessus, pendant les périodes d'activité, en période diurne et nocturne sauf si aucune activité n'est présente pendant ces périodes.</p> <p>Les mesures sont représentatives de toutes les activités présentes sur le site (foration, concassage, transport, ...).</p> <p>Les mesures de protection prévues dans le dossier d'autorisation et ses compléments devront être mises en application. Elles devront être complétées en cas de dépassement des niveaux sonores indiqués ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle acoustique des émergences sonores générées par la carrière a été réalisé en période diurne le 5 décembre 2024.</p> <p>Ce contrôle a porté sur 6 Zones à Emergence Réglementée (ZER) ainsi que 3 points situés en limite d'emprise du site.</p> <p>Les résultats de cette campagne montrent que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont respectées.</p> <p>Il convient toutefois de noter que l'arrêté préfectoral fixe également des niveaux de bruit à ne pas dépasser au sein des ZER. Cependant, ces valeurs ne peuvent pas être respectées, car elles ne dépendent pas uniquement de l'activité de la carrière.</p> <p>À titre d'exemple, sur le point n°3 correspondant au hameau de Kerdaniel, le niveau de bruit mesuré s'élevait à 54,5 dB(A) en période d'activité et à 49,5 dB(A) en période d'arrêt, alors que le seuil réglementaire est fixé à 43,5 dB(A).</p> <p>Le rapport indique que les bruits perçus proviennent de la nature, de la circulation routière sur la RD7 et de la perception d'un engin de la carrière réalisant des travaux en limite de propriété.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de l'impossibilité de respecter les seuils de bruit fixés dans l'arrêté préfectoral au sein de certaines Zones à Émergence Réglementée (ZER), il appartient à l'exploitant de solliciter une demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26/03/2007 auprès du préfet, en lien avec l'article R.181-45 du code de l'environnement.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Le contrôle des retombées des poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Le contrôle des retombées des poussières
Prescription contrôlée : Une mesure des retombées des poussières aux abords des habitations les plus exposés est réalisée tous les ans pendant les périodes d'activité, en période sèche, selon la procédure normalisée.
Constats : L'exploitant a présenté le suivi des retombées atmosphériques totales par jauges pour l'année 2024. En 2024, deux campagnes de mesures ont été réalisés avec 5 stations de mesures : <ul style="list-style-type: none"> • 31/05 au 02/07/2024 ; • 12/10 au 14/11/2024. La conclusion du rapport est la suivante : "toutes les concentrations en ces points sont inférieures à la valeur de 500 mg/m ² /jour prescrite par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Les tirs de mine

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Les tirs de mine
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.
Constats : L'exploitant a présenté le registre des vibrations générées par les tirs de mine, couvrant la période 2023 à 2025. La valeur de vibration la plus élevée enregistrée sur cette période s'élève à 4,24 mm/s, mesurée le 2 février 2024 au point de surveillance situé à la Croix Pierre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : la surveillance de l'impact sur LE LEFF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2007, article 4.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, la surveillance de l'impact sur LE LEFF
Prescription contrôlée : Surveillance de l'impact sur Le Leff : Un IBGN est réalisé tous les cinq ans en amont et en aval de la carrière sur la rivière Le Leff. Le prochain sera réalisé au cours de l'année 2009 .
Constats : L'exploitant a réalisé un IBGN sur le cours d'eau en 2016 et 2022. La conclusion de cette étude est que la station n'a pas vu sa note IBGN (16) évoluer entre 2016 et 2022 ce qui démontre un bon état hydrobiologique du cours d'eau. Toutefois, il est noté des signes pouvant être la trace d'une légère altération de la qualité du cours d'eau (forte augmentation d'une espèce polluo-résistante). L'étude préconise donc de poursuivre le suivi pour s'assurer que le rejet de la carrière de Tréssignaux ne constitue pas un impact pour le cours d'eau. Pour conclure cette étude ne montre pas d'impact du rejet des eaux de la carrière de Tréssignaux sur la population d'invertébrés présente sur le cours d'eau du LEFF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est recommandé de poursuivre le suivi pour s'assurer que le rejet de la carrière de Tréssignaux ne constitue pas un impact pour le cours d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de Gestion Déchets Inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion Déchets Inertes
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.
Constats : L'exploitant a fourni le plan de gestion des déchets inertes. Ce document a été révisé en 2024. Il détaille les modalités de stockage, de valorisation et de réduction des déchets générés sur site.
Type de suites proposées : Sans suite